

LES TRAVAILLEURS ARGENTINS ET LE F.M.I.

La dictature militaire argentine, au pouvoir depuis le 24 Mars 76, peut se définir, synthétiquement, à travers l'analyse de ses aspects les plus importants: la politique économique-financière et la répression populaire. Tous deux sont inter-reliés et on ne peut pas les comprendre si on ne les étudie pas de façon cohérente. Une première remarque, donc, au lecteur européen, peut ainsi se synthétiser: la répression sanguinaire au peuple tient, dans son projet économique-financier, une de ses justifications les plus claires.

A partir de ça, nous pourrions brièvement nous référer à ce projet pour comprendre la persécution menée contre la classe laborieuse argentine en général et en particulier contre les cheminots.

Le Ministre de l'Economie, Alfredo Martinez de Hoz, jusqu'à aujourd'hui sorte de premier ministre, dans le style du professeur Barre en France, a été, depuis Mars 76, le meneur le plus clair que soutenaient les Forces Armées au pouvoir;

Ce projet tente d'incorporer l'Argentine au circuit Nord-Américain de la production et la commercialisation des produits alimentaires, et, enfin aux multinationales reliées au dénommé "Agri-Business" (monopoles agro-industriels), qui vont depuis le contrôle et la sélection de cette production, la commercialisation mondiale, la dépendance industrielle liée à la production agraire, la dépendance technologique, etc... etc...

Il s'agit de modifier la structure productive agro-industrielle argentine en la soumettant à un projet nouveau, aux intérêts stratégiques des Etats Unis.

Pour cela, Martinez De Hoz devait, premièrement, modifier substantiellement, la structure argentine à travers une redistribution de la recette nationale, favorisant spécialement, et de façon substantielle, les secteurs agricoles.

L'industrie est autant liée à la consommation interne que les travailleurs, principaux consommateurs qui furent les victimes directes de cette modification de la politique de recettes.

Dans ce projet, Martinez De Hoz reçut un important appui de la part du Fond Monétaire International qui, avec ses conditions léonines, donna la justification technique internationale de mesures que le Ministre désira imposer pour modifier la structure productive Argentine.



Le Fond Monétaire International est une vieille connaissance des travailleurs latino-américains; déjà, dans les 25 dernières années de nombreux pays ont dû se plier à ses exigences pour se procurer quelques crédits externes. Aujourd'hui ces exigences, et comme conséquence de la crise mondiale, sont également connues par les travailleurs d'Italie, du Portugal et de l'Angleterre;

de là il devient intéressant de prendre beaucoup en compte l'expérience argentine.

Dès que s'est produit le coup d'état le Fond Monétaire a reçu, de la part du gouvernement argentin, une demande de prêt; l'obtention de ce crédit impliquant non seulement la réception de ces sommes, mais que se constitue une garantie pour le reste des créanciers argentins qui mettent en évidence leur souci quant à un manque possible de paiement; mais, pour consentir le premier crédit, le Fond Monétaire Inter-

national met en place une série de conditions tendant à ce que les créanciers appellent les stabilités. Ces mesures peuvent se synthétiser comme suit: libération totale de l'économie, libération des prix internes, libération du marché de changes, libération des importations, élimination des déficits des entreprises d'état, élimination du déficit fiscal, libération de la politique énergétiques, et blocage des salaires. (Ce qui veut dire, entend le F.M.I, avec un critère strictement monétaire, qu'aux dépens de la faim du peuple argentin, les finances publiques doivent "s'assainir") Le Fond soutient qu'il fallait en terminer avec l'aide en faveur des entreprises industrielles, publiques ou privées et que seulement devaient se maintenir en Argentine les entreprises qui pourraient, par l'intermédiaire de l'efficacité et des prix internationaux subsister à la compétence internationale. Toutes ces mesures ont fait, en un an et demi, que les travailleurs de l'industrie privée perdent entre 40 et 54 % de leur pouvoir d'achat, les employés publics à peu près 60 %, la consommation interne diminue énormément, la structure industrielle liée à la consommation interne faiblit, et il se produit une concentration des versements dans le secteur des traffics agricoles.

Mais, malgré un an et demi d'application des mesures levées, ni le déficit pré-supposé, ni l'inflation, ni l'inversion, ni la production (à l'exception de l'agrarie) n'ont démontré d'amélioration. Ainsi, les huit premiers mois se sont couverts d'excès du pourcentage déficitaire prévu pour toute l'année. En Décembre 1977, la production en secteurs industriels (métallurgique, textile, etc...) n'a pas été récupérée. Mais, pour Martinez De Hoz et les monopoles multinationaux, grâce à la faim généralisée (voir ci-joint), l'Argentine se présente comme un intéressant marché agro-industriel dont il faudra profiter.

LE FMI ET LES CHEMINOTS



Dans ce cadre, le FMI en 1976, exigea du Gouvernement Argentin que soit procédée une restructuration totale, des cheminots, et qu'aboutisse l'élimination de son déficit annuel, et, pour réussir à tout cela, il devait, en pre-

lieu, éliminer tout subside indirect dans les tarifs des charges et des passagers, et, le plus important, modifier l'enclave des chemins de fer en mettant au service du nouveau projet dessiné par les Etats Unis et Martinez De Hoz, consistant, comme nous l'avons dit, en l'incorporation, de façon définitive, de l'Argentine au système productif et commercial des Etats Unis

LES CHEMINS DE FER

Si bien, l'Argentine a obtenu son indépendance politique de la couronne Espagnole en 1810-1816, durant la seconde moitié du XIX^e et la première moitié du XX^e siècle, supporta la colonisation totale de l'empire anglais; ce fut l'Argentine, comme nation absolument dépendante qui produisait des matières premières et achetait à la Grande Bretagne tout ce que celle-ci lui vendait industrialisé. Comme dans d'autres colonies, les Anglais en Argentine développèrent un très important réseau ferroviaire au XIX^e siècle, qui se constituait tel que ce réseau fut préparé dans l'une de ces causes principales de la déformation économique de l'Argentine. En effet, étant donné que les nécessités de l'Angleterre étaient d'extraire les matières premières, le port de Buenos Aires ne tint pas lieu de distribuer ses produits industrialisés vers l'intérieur; les chemins de fer furent dessinés en forme de main, dont la paume constituait le port et les doigts les principales rames vers les zones productives. Le chemin de fer, donc, au lieu de se constituer en un facteur intégrant de la Nation, se constituait en un véhicule désintégrant d'une économie nationale et en gérant d'une politique économique au service du pays dominant. Le système ferroviaire fut tracé, non en pensant à l'intérieur, mais, au contraire, en pensant à l'extérieur.

L'Argentine, l'un des principaux pays producteurs de grain du monde maintint cette caractéristique de semi colonie, jusqu'aux années d'avant la seconde guerre mondiale.

Tant Lenin que Rosa Luxemburgo, au moment d'analyser le phénomène des pays semi-colonisés (politiquement "indépendants", économiquement dépendants, prirent comme exemple éclaircissant, celui de l'Argentine comme cas typique de manque de développement indépendant

Le premier gouvernement du Général PERON (1946-1952), considéra comme une revendication indispensable de nationaliser tous les secteurs basiques de l'économie argentine et par conséquent celui de leurs services publics, aux mains des monopoles internationaux; c'est ainsi qu'en 1947 on décide la nationalisation des Entreprises Ferroviaires anglaises, qui vont intégrer les Chemins De Fer Argentins, Entreprise d'Etat.

A partir de 1955, chute du Gouvernement du Général PERON, il se produit un constant procès d'affaiblissement des Entreprises d'Etat qui supportent un étanchement déformant, conséquence des projets impérialistes d'étouffer un développement plus indépendant de l'économie argentine. Déjà en 1956 le Fond Monétaire International apposa ses objections à l'existence d'Entreprises d'Etat subsidiaires, récidivant en 1959, 1962, 1966; en toutes ces opportunités les luttes populaires n'ont pas permis que se concrétisent les intentions réactionnaires; mais ce qu'on ne put pas interdire fut l'étanchement des entreprises étatiques de services, comme le sont les Chemins de Fer.

Comme on l'avait soutenu lors des opportunités antérieures, en 1976 le F.M.I exigea comme indispensable pour garantir les prêts extérieurs, "la rationalisation ferroviaire", rationalisation qui présente implicitement 2 objectifs: adéquation des chemins de fer au projet agro-industriel et soumissions aux "modernisations" suggérées à l'étranger.

LE PLAN DE RESTRUCTURATION

C'est ainsi que se mit en marche la nouvelle bataille du rail, qui, à la différence de celle dont on venait à bout en France, contre la domination Allemande, a pour objectif de soumettre les travailleurs argentins. Dans cette bataille, la seule façon d'en venir à bout, est fondée sur la sanglante dictature existant dans le pays, la Junte Militaire décide le licenciement de plus de 25.000 cheminots, sur un total de 127.000, l'élimination de rames ferroviaires secondaires qui relient transversalement les villes de l'intérieur, et la fortification du schéma radial vers le port. Ca veut dire arriver à rétablir l'exemple du

XIX^e siècle avec lequel furent planifiés les chemins de fer par les anglais. L'unique différence de cette restructuration avec le plan initial est

qu'au lieu d'élaborer la planification au profit de la couronne britannique, on planifie maintenant au bénéfice des multinationales agro-exportatrices Nord-Américaines.

Le réseau des chemins de fer argentins compte 40 000 Km de voies et est supposé venir à bout de la restructuration, comme l'avait suggéré le FMI, devant supprimer approximativement dix milles Km, c'est à dire 25% (d'autant que primitivement on suggérait la suppression de 20 000 Km), (voir La Opinion du 4 Mars 77.).

On calcule que pour chaque Km de voie supprimé on occupe un peu plus d'un cheminot; de là les calculs approximatifs de la réelle grandeur du projet lancé contre l'entreprise nationale.

Faisant partie de cette "restructuration déformante" on vendra plus de vingt-deux millions de mètres carrés correspondant aux terres de l'entreprise qui appartiennent aux zones clés des populations, pour celles qui traversaient les rames ferroviaires "dé-safectées".

Enormément de villes de l'intérieur restent isolées et sans les services indispensables que leur rendait le chemin de fer (transport de l'alimentation, de l'eau, de la correspondance, etc...). C'est le prix imposé par le FMI à la "récupération argentine" basée sur l'accentuation de la misère des moins protégés.



La Résistance Syndicale



4

En Argentine, à partir du coup d'état de 1976, tous les droits collectifs de travailleurs furent supprimés; conséquemment, les travailleurs argentins n'ont pas le droit d'exercer le droit essentiel à la grève; au cas où de tels mouvements se produisent, les grévistes sont passibles d'incarcération de 3 à 10 ans.

Mais, malgré cela, la résistance des travailleurs cheminots appartenant à l'une des corporations les plus aguerries et avec la meilleure tradition syndicale en Argentine, a commencé à être évidente. De façon absolument

76, et demandant la suppression des mesures répressives, la liberté de 1.000 travailleurs prisonniers et la modification de la politique de faim et de misère, que supportent aujourd'hui des millions d'argentins. La rétribution mensuelle d'un cheminot argentin va de 30 000 Pesos (80 Dollars) à 75 000 Pesos dans les échelles plus élevées et les spécialisations.

Pour avoir une idée approximative du pouvoir d'achat des cheminots, on doit signaler qu'1 Kg de pain en Argentine vaut 160 Pesos, un Kg de viande 7 500, un litre de vin ordinaire 160, un li-



clandestines se sont organisées des coordinations des différentes lignes nationales et il s'est produit, de long en large, des actions de répudiation, et de sabotage contre le plan de rationalisation qui condamne à la misère plus de 20 000 travailleurs et qui tente d'instaurer un système structural de transport au service d'un projet dépendant. Cette lutte des travailleurs cheminots argentins s'unit à la lutte sourde que lèvent les travailleurs en général tendant à rétablir les droits essentiels, dérobés à partir de Mars

tre de mai 1976.

De la bouche même du Ministre du travail, il y a de ça quelques jours, on a appris que le budget minimum d'une famille type (4 personnes) est de 60 000 Pesos. Ce qui signifie que l'énorme majorité des travailleurs ne perçoit même pas les 51% de ce qui est nécessaire pour le faire vivre, lui et sa famille. Pour notre part, nous pouvons affirmer que le budget s'élevant à 60 000 Pesos ne comprend ni les frais de loyer, ni les achats vestimentaires, ni mobiliers, etc..., et aussi qu'il se limite aux frais indispensables à la subsistance.

LA SITUATION ECONOMIQUE



1) La perte du pouvoir acquisitif des travailleurs est arrivée à des niveaux inconnus en Argentine au cours des 40 dernières années; ainsi la chute de 50% du pouvoir d'achat a rejoint le niveau salarial qui existait dans la décade des années 30.

Malgré la politique restrictive de Martinez De Hoz (suppression des frais essentiels, suspension des oeuvres publiques, dégradation des services publiques, de la Santé Publique, etc...), malgré tout cela, ils ne sont pas parvenus à arrêter la hausse constante des prix qui, dans le dernier trimestre, a atteint les niveaux suivants:

- Août, 11,3- Septembre 8,6 et Octobre entre 12 et 14%, ce qui, à une échelle annuelle, représente 335%.

Malgré tout cela la Junte Militaire a prétendu maintenir congelés les salaires des travailleurs, et, de façon spéciale, les rétributions des travailleurs des Entreprises d'Etat, comme c'est le cas de l'Entreprise "Ferrocarriles Argentinos" (chemins de fer Argentins).

2) L'organisation syndicale:

Il y a trois associations professionnelles de travailleurs qui regroupent les salariés de l'entreprise des chemins de fer: LA FRATERNITE, la plus ancienne d'entre elles, est l'un des premiers syndicats argentins; L'UNION FERROVIAIRE et L'ASSOCIATION DES SIGNALEMENTS FERROVIAIRES.

La première regroupe le personnel de conduite et les auxiliaires;

La seconde, le personnel général de l'entreprise tant au niveau administratif, de stations et services de trains et enfin la troisième qui, comme son nom l'indique, regroupe le personnel auquel incombent la conduite, le contrôle mécanique et le fonctionnement des signaux. La plus importante, au niveau quantitatif, est la seconde, l'"UNION FERROVIAIRE", quoi que les deux autres, par rapport à l'importance des tâches professionnellement représentées, donnent une indiscutable valeur qualitative.

3) La désespérante situation économique d'Octobre dernier, laissant prévoir, malgré la sanglante répression de la Junte Militaire, et prenant en compte la tradition de lutte, organisation, capacité de résistance et vocation de pouvoir des syndicats argentins, déboucha la semaine passée sur un conflit qui se développe comme on va le voir plus loin.

Il est indispensable s'insister sur le fait que la hausse constante de l'inflation et la hausse exorbitante des taux d'intérêts (21% annuels) produisent dans les secteurs industriels une accélération encore plus marquée du processus inflationniste, dans son souci de couvrir, au niveau des prix, les hausses futures immédiates de la valeur de l'argent.

Ce contour expliqua l'existence d'une situation d'instabilité qui rendit favorable la concrétisation des objectifs tracés par les travailleurs.

4) Les antécédants immédiats:

a) Grève de RENAULT- pétition: malgré la congélation salariale, on réclame des salaires qui actualiseraient la perte acquisitive; quoiqu'on obtienne de meilleures économies, l'entreprise licencie 130 travailleurs. La grève, malgré la répression, pénètre aux limites provinciales et est suivie par d'autres entreprises automobiles, PEUGEOT et CRYSLER. Le meilleur des salaires, la libération des prisonniers, voilà les consignes.

Le caractère d'avant-garde que reconnaît le syndicat de l'automobile, par rapport à la concentration industrielle et sa condition d'industrie à effets multiplicateurs, lève une accusation contre la politique salariale essentiellement contre la politique de Martinez De Hoz, et cela s'ébruite à d'autres syndicats.

C'est ainsi qu'arrive la grève ferroviaire.

L'importance de cette grève ne se limite pas à la gravitation quantitative de ses trois syndicats sinon à la reconnaissance d'un effet imitatif. On traite d'une véritable grève pilote et d'avant-garde (comme le fut LUZ Y FUERZA l'année passée), qui, quelques soient ses résultats, serait répartie par le reste des entreprises d'état.

Ces effets contribueront de façon décisive à la modification de la politique restrictive imposée par le Fond Monétaire International qui, déjà, altere les dépenses de l'état, et enfin modifiera le niveau du déficit fiscal, véritable talon d'Achille circonstanciel du programme de la Junte.

LA LUTTE DES CHEMINOTS

BDIC

6

Le conflit des cheminots a débuté le 26 Octobre dernier avec la grève des aiguilleurs. Ceux-ci ont cessé leurs activités, ce qui a provoqué l'interruption du service vers le Sud de Buenos Aires. Les travailleurs réclament des améliorations substantielles dans leurs salaires et l'arrêt immédiat des licenciements dans le secteur. Le salaire de base d'un aiguilleur est actuellement de 31 600 Pesos (315.F). D'un autre côté, environ 30 000 cheminots ont été renvoyés au cours des derniers mois dans le but de réduire les dépenses de l'état. Le jour suivant, la grève prend les plus grandes proportions et s'étend sur deux autres lignes de trains qui ont été, elles aussi, interrompues.

A ce moment là, les autorités craignant que le mouvement des cheminots soit l'étincelle qui allume le feu, de la protestation syndicale, entreprennent les négociations. ELLES concèdent immédiatement la première revendication, payant en avance les salaires correspondant au mois de Novembre.

Le 31 Octobre, les ouvriers offrent une trêve de 72 heures pour créer un climat favorable aux négociations. C'est alors que le gouvernement propose des augmentations échelonnées entre 34 et 43%. Mais les camarades refusent l'offre et proposent à leur tour des augmentations de l'ordre de 80 à 100%.

Ainsi, face à ce désaccord, les ouvriers reprennent la grève.

De leur côté, 3000 travailleurs des ateliers ferroviaires de la ville de Rosario, Située à 300 Km au Nord de la capitale, abandonnent massivement leur lieu de travail. En même temps, le mouvement s'est répandu vers d'autres secteurs, s'adhérant à lui les machinistes, les conducteurs de locomotive, et d'autres travailleurs de diverses branches de Bahia Blanca, ville située à 450 Km au Sud de Buenos Aires.

En ce moment le conflit a réussi à paralyser le service des trains banlieusards de la ville de Buenos Aires, qui transporte journalièrement des dizaines de milliers de passagers. De nombreux services de chargement faisant le parcours entre les provinces et la capitale ont aussi été paralysés.

L'affrontement entre les ouvriers et les autorités s'accroît.

Le 5 Novembre on apprend de source officielle (non confirmée) que la grève aurait cessé sans que les grévistes aient obtenu leurs revendications, avec licenciement et arrestation d'un nombre indéterminé de travailleurs pour avoir affronté la loi.

LES TRAVAILLEURS DU METRO EN GREVE

Plongés dans l'angoissante situation économique que vivent les travailleurs du pays, le 28 Octobre, les travailleurs de l'Entreprise d'Etat du métro de Buenos Aires se déclarent en grève en revendication d'augmentation salariale.

Cette mesure, qui englobe les 5 lignes qui assurent normalement le service, est maintenue, malgré la menace officielle de l'Entreprise d'effectuer des licenciements sans indemnités au personnel qui persisterait dans son attitude et se refuserait à reprendre, normalement, son travail.

Il est important de souligner que depuis le début de l'année le coût de la vie s'est élevé de presque 100%, alors que le salaire réel des travailleurs a diminué de plus de 50%. Ceci est le produit de l'application de l'économie de faim et de misère imposée par la dictature militaire. Dans ce secteur le salaire mensuel minimum est d'à peine 30 000 Pesos (60 Dollars.).

Le 30 Octobre, l'entreprise tente une nouvelle intimidation en menaçant les travailleurs d'appliquer la loi de sécurité, émise après le coup d'état, par laquelle le licenciement jusqu'à 10 ans de prison est prévu pour toute personne qui emploierait des mesures de force.

Malgré tout, le conflit se maintient car, comme le déclarent les grévistes: "personne ne craint de perdre un emploi si mal rémunéré".

Les dialogues entrepris pour solutionner le conflit n'aboutissent à aucun accord, car les travailleurs demandent un salaire minimum de 200 Dollars

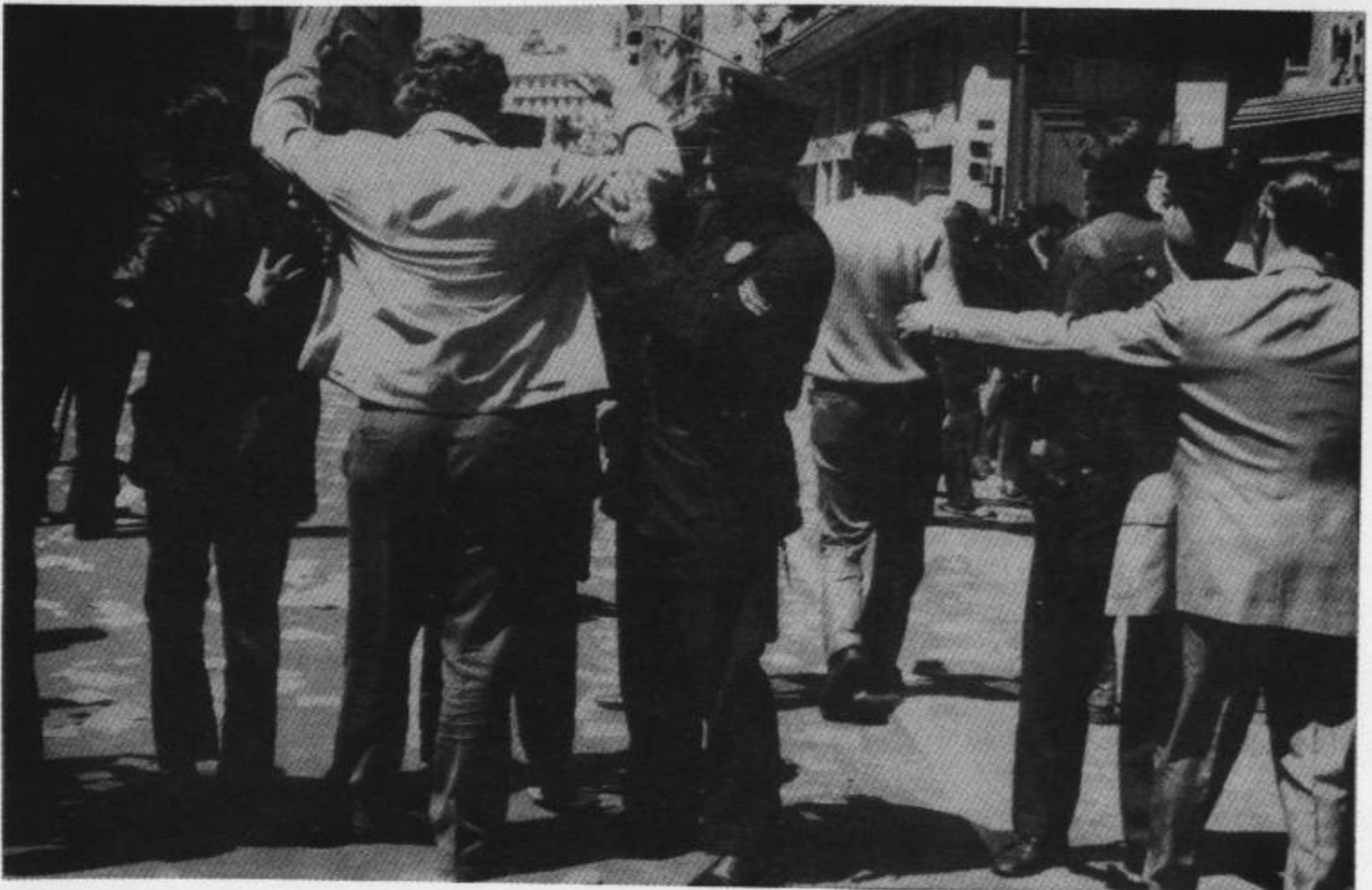
alors que l'entreprise d'Etat n'en offrirait que 22%.

Le réseau de métro demeure donc paralysé et il a une grande répercussion sur les déplacements des 5 millions de personnes qui emploient quotidiennement ce moyen de transport.

Le 31 au soir, après un communiqué des autorités dans lequel elles accordent une marge de flexibilité du salaire, les travailleurs décident de reprendre le travail. Mais le lendemain 1er Novembre, lorsqu'ils apprennent la disparition et l'arrestation de dirigeants du mouvement de grève, et mal-

gré les menaces d'une délégation locale du Ministère du Travail, les travailleurs abandonnent à nouveau leur travail en réclamant la libération des dirigeants. C'était le 5^e jour consécutif de grève totale.

Des sources officielles ont donné l'information (non confirmée) que la grève aurait cessé le 5. Novembre, sans que les grévistes aient obtenu leur augmentation (dans un pourcentage de 80 à 100%), avec le licenciement et l'arrestation d'un nombre indéterminé de travailleurs pour avoir affronté la loi.



**LA SOLIDARITE CONTRIBUE
A LA VICTOIRE !**

ANDROCCI Agustin	Construction navale "AFNE"	Enlevé 23.03.76
AYALA	- - - - -	Disparu 9.6.76
ASTUDILLO Jorge-Omar		Disparu
POLONTINI Jorge	Construction navale	Arrêté 15.6.76
BONCIO	-0-	Disparu
BLASOTTI	-0-	Disparu
GOTZO Pedro-Jorge	-0-	Enlevé 23.3.76
GOROSITO Rrnesto	Ouvrier Ferroviaire	Arrêté
IRIARTE	Construction navale	Disparu
LESCANO Jorge Omar	Délégué const. nav. "Mestrina"	Arrêté 1.4.76
LUNA Ricardo	Dirigeant syndical	Arrêté
LEIVA Luis	Dirig. syndic. Union Ferrov.	Enlevé 9.5.76
MORAL Jorge	Construction navale	Disparu
PANDOLFINO Antonio	Délégué const. nav. "Mestrina"	Arrêté 24.3.76
PUS Dionisio	Délég. Constr. nav. la Plata	Arrêté 26.3.76
PINEDO Mario-Angel	Const. Nava. Rio Santiago	Disparu
PERGACOM	-0-	Disparu
RESECK Nolly	Epouse du Délég.	Séquestrée 16.3.76
RESECK	Délég. Const. Nav. "Mestrina"	Disparu
ROQUETA	Const. Nav.	Disparu
SANDE Andres	-0-	Arrêté
VASQUEZ Victor	Secrét. Gal Union Ferroviaire	Détenu 8.6.76
BARBETTI Domingo	Chemin de fer	Arrêté Fev.76
CHARRU Gerardo-Angel	-0-	Arrêté 29.5.76
CASTRO Silvano-Marcelo	Province de Tucuman	ARRETE 1975
DUCK Hector	Chemin de fer	Arrêté 26.3.76
LEZCANO Leonardo.	Dirigeant Syndical.	Disparu.

CAIS

Centre Argentin d'Information et de Solidarité

27, avenue de Choisy - Paris 75013

CENTRE ARGENTIN D'INFORMATION ET DE SOLIDARITE

Le peuple argentin vit actuellement un des moments les plus difficiles de son histoire. Jamais la situation n'a été aussi grave et la répression d'une telle ampleur.

Tous les secteurs sociaux sans discrimination, ouvriers ou paysans, petits entrepreneurs nationaux ou professions libérales, étudiants, prêtres ou artistes, sont victimes d'une persécution organisée.

Il ne s'agit pas, comme veut le faire croire le gouvernement argentin, d'un affrontement entre fractions politiques. Les faits publiquement connus démontrent que la torture, l'emprisonnement arbitraire, la menace de mort, l'assassinat, le racisme, frappent également les couches les plus diverses de la société. C'est le peuple argentin tout entier qu'on persécute, qu'on torture et qu'on assassine.

Sept millions de citoyens, soit 70 % de l'électorat, avaient voté, en 1973, un programme dans lequel ils voyaient la fin de la dictature militaire. Cette majorité est devenue, au même titre que la plupart des forces de l'opposition, la cible d'une minorité fascisante qui contrôle l'appareil d'état, soutenue par l'armée et par une direction syndicale imposée antidémocratiquement, corrompue et rejetée des travailleurs. L'appareil législatif complice du pouvoir, ne sert qu'à légaliser des mesures répressives, comparables à celles du régime nazi, abolissant les normes les plus élémentaires des droits de l'homme.

Derrière cet état de faits se cache une volonté déterminée: celle de démanteler l'économie d'un des pays les plus riches du Continent, de paralyser l'organisation de son mouvement ouvrier, de briser ses institutions démocratiques, de détruire son patrimoine culturel, pour le soumettre à la domination et à la exploitation des monopoles et de l'impérialisme.

La caractéristique particulière du conflit argentin, qui peut parfois surprendre l'opinion internationale, vient de l'immense et permanente capacité de résistance de son peuple qui, par tous les moyens et sur tous les fronts, lutte avec ses organisations, chaque fois plus engagé dans un combat irréversible.

Mais l'effort déployé à l'intérieur des seules frontières ne suffit pas à déjouer l'illégitime désir de domination nationale et internationale.

C'est pourquoi nous appelons tous les argentins obligés à l'exil par leur gouvernement ou résidant en France d'une façon permanente ou provisoire, à s'unir pour défendre les valeurs essentielles de notre pays, informer de la situation en Argentine et promouvoir la solidarité internationale. Partout dans le monde, nous pouvons et nous devons servir la cause de notre peuple.

C'est pourquoi nous appelons tous les français, sans distinction aucune, à nous apporter leur soutien fraternal, car défendre en quelque point de la terre où ils seraient niés, les droits de l'homme, la liberté et la démocratie, c'est ainsi défendre l'esprit même du peuple français.



En conséquence, réunis en session plénière,
le G.S.P.A. (Groupe de Solidarité avec le Peuple Argentin),
le C.I.S.A.L. (Centre d'Information sur l'Argentine en Lutte),
le C.O.D.E.P.A. (Comité de défense des Prisonniers Politiques
Argentins),

et les Argentins non adhérents à ces Comités, décident :

- 1 - De former un seul centre argentin d'information et de solidarité française et internationale : le Centre Argentin d'Information et de Solidarité.
- 2 - De rendre publique cette décision.

Le Mouvement ouvrier argentin traverse aujourd'hui une des étapes les plus difficiles de son histoire.

L'aggravation de la situation économique a provoqué une détérioration de salaires et donc une diminution du pouvoir d'achat de la classe ouvrière; les fermetures d'usines et l'augmentation croissante du chômage font que la classe ouvrière se trouve dans une situation de plus en plus cruciale.

A cette situation se joint d'impossibilité légale de revendiquer ses droits et de pouvoir faire entendre sa voix, car la direction syndicale officielle (la CGT) et le gouvernement ont endigués ses formes normales d'expression. Pour cela, ils se sont servis de divers moyens allant de l'application de normes juridiques qui bloquent l'action directe à la base et l'opposition à la direction officielles, jusqu'à l'intimidation et la répression directe envers les ouvriers.

La réaction des travailleurs pour la défense de leurs droits et de leurs revendications s'exprime à travers une vague de grèves qui s'étend dans tout le pays.

Ces grèves ont atteint un point culminant à la fin du mois de juin, lorsque les travailleurs sont descendus dans la rue et se sont mobilisés pour réclamer des augmentations de salaires en accord avec la dévalorisation de la monnaie et l'augmentation des prix, paralysant ainsi presque tout le pays.

Cette action de la classe ouvrière a été déclenchée sans l'accord des directions officielles. Celles-ci, débordées de tout côté, se sont vues obligées de créer un arrêt de travail à l'échelle nationale et à faire leurs revendications imposées par les travailleurs à la base.

Cette situation de rébellion croît de jour en jour parallèlement à l'aggravation de la situation économique. C'est la réponse à l'intensification des persécutions et de la répression gouvernementale.

Tous les jours, le peuple argentin assiste aux emprisonnements arbitraires et sans procès, aux menaces de mort et à l'assassinat des ouvriers, et aussi de ses proches.

Les dernières grèves, qui ont eu lieu principalement à Cordoba, à Santa Fé et dans le Grand Buenos Aires, constituent un défi à la politique économique et sociale du gouvernement (soutenu par la CGT); elles sont à l'origine de la fermeture d'importantes entreprises, comme par exemple la FIAT.

Tandis que la CGT argentine dit lutter pour la défense des droits syndicaux et le droit au travail pour les ouvriers et siège à ce titre au Conseil de l'OIT, elle n'hésite pas, dans la pratique à se prévaloir de certaines normes légales -qu'elles créent elle-même ou fait voter - qui violent ouvertement les principes fondamentaux du Droit au travail et du Droit Syndical inscrits dans les conventions internationales de l'OIT.

Pour vous donner une idée de la situation dont nous venons de parler, nous présentons un résumé des principaux conflits de travail survenus en Argentine du mois de juin 1975 jusqu'à aujourd'hui.



2-6-75 - "Cronista Comercial"

*Les fonctionnaires de San Luis sont en grève depuis une semaine pour protester contre les licenciements massifs.

*La Société des Chemins de Fer Argentins (EFA) élabore un plan de lutte pour la préservation de l'emploi.

*A la suite de l'échec des discussions sur les conventions collectives de travail, plusieurs syndicats d'entreprises se déclarent en état d'alerte. Il s'agit de:

- La Fédération des travailleurs de l'Industrie de la Viande et de ses dérivés
- L'Association argentine des mineurs (AOMA)
- Le Syndicat des électriciens et des électriciens des chantiers navals (SEEN)
- L'Union ouvrière des travailleurs de l'imprimerie de Cordoba
- La Fédération argentine des travailleurs pétroliers des entreprises privées (FAPEP)
- L'Union argentine des ouvriers des meuneries (UOMA)
- La Fédération argentine des employés des chemins de fer (section trafic)
- Le Syndicat de l'énergie "Lumière et Force"
- La Fédération argentine des travailleurs de la presse (FAPREN)

4-6-75 - "Cronista Comercial"

*Arrêt du travail des pêcheurs de Mar Del Plata en réponse au licenciement de 1800 ouvriers.

*Grève de trois jours des Producteurs laitiers, pour protester contre la disparition d'un travailleur (Ruben Badula) et de sa femme, et contre la campagne de menaces à l'égard des délégués du syndicat.

*Grève des travailleurs de Perkins Argentina SA et IKA-RENAULT affiliés au syndicat SMATA de Cordoba, pour exiger, entre autres, des augmentations de salaire.

*Arrêt de travail de 48 heures décrété par la Fédération argentine des travailleurs de l'imprimerie (FATI).

*A la suite de l'échec des discussions sur les conventions collectives de travail, les syndicats suivants se déclarent en état d'alerte:

- Fédération argentine des préposés à l'entretien des routes (FATVIAL)
- Association des journalistes de Buenos Aires (APBA)
- Union des travailleurs de l'industrie de la chaussure de la République argentine.
- Association argentine des mineurs (OAMA)

6-6-75 - "Cronista Comercial"

*A la suite de l'échec des négociations, quelque 10 organisations de travailleurs maritimes décrètent une grève de 24 heures.

*La Commission Nationale Inter-hôpital des professionnels de la Santé publique, qui regroupe 19 instituts d'assistance médicale, décrète une grève de 6 heures.

*Arrêt de travail des travailleurs cordobais d'IKA-Renault, Grandes Motores Diesel, Perkinks Arg. SA, Materfer, Fiat Concord, Perdriel, Transax.

*Les délégués et militants du Syndicat des travailleurs de l'imprimerie dénonce dans un communiqué de presse, la perquisition effectuée au domicile de Luis Navalesi, qui travaille dans ce secteur. La perquisition a été effectuée à 2 H du matin par des civils disant appartenir à la police. L'ouvrier Luis Navalesi n'étant pas à son domicile, ils ont arrêté sa femme et deux de ses enfants pendant 24 H dans les locaux de la Superintendance de la Sûreté Fédérale.

7-6-75 - "La Opinion"

*Presque tous les syndicats se déclarent en état d'alerte ou tiennent des assemblées permanentes.

9 -6-75 - "Cronista Comercial"

*Les travailleurs de l'Agence de nouvelles TELAM se déclarent en état d'alerte à la suite de licenciements de plusieurs des leurs.

10-6-75 - "Cronista Comercial"

*Arrêt de travail des cheminots à Rosario pour exiger de meilleures conditions de travail (hygiène et santé).

*4ème journée de grève dans neuf entreprises de transport de passagers de moyenne et longue distance.

11-6-75 - "Cronista Comercial"

*L'agitation ouvrière continue dans les grandes usines automobiles de Cordoba. Des grèves éclatent dans 5 autres usines.

*Manifestation des ouvriers cordobais. Ceux-ci se dirigent en colonne vers le centre-ville mais sont arrêtés à quelque 800 mètres du siège du gouvernement par un imposant dispositif policier.

*La demande d'augmentation de salaire de 38% est rejetée.

12-6-75 - "Cronista Comercial"

*Un délégué syndical de l'entreprise de transports de l'Ouest est criblé de balles par des inconnus qui réussissent à s'enfuir.

*Le mécontentement au sujet des salaires ne cesse d'augmenter. De nouveaux arrêts de travail ont lieu à Cordoba et à Santa Fé, à la suite de l'échec des négociations. Les travailleurs sont en outre fort inquiets des récentes augmentations décrétées par le ministère de l'Economie. Les débrayages et les grèves du zèle se poursuivent malgré l'interdiction du "Normalisateur" fédéral.

*Les moyens de pression adoptés par les distributeurs de vin de la Capitale fédérale se multiplient.

13-6-75 - "Cronista Comercial"

*L'Association des employés du ministère des Travaux Publics de la province de Buenos Aires a dénoncé la disparition de Mirta Leonor Turdea et de son mari, Carlos Vogo, employé de l'entreprise Ducile. Le communiqué affirme que plusieurs individus armés ont, vers minuit, emmené de force le couple de son domicile.

*A Cordoba, les ouvriers de 23 usines ont abandonné leur travail et se sont rassemblés à l'appel du "Comité provisoire des syndicats en lutte" (ligne combative). L'Union Ouvrière Métallurgiste de Cordoba approuve ce geste tandis que la CGT et les "62 organisations" de Cordoba s'y opposent et exhortent, en vain, les ouvriers à poursuivre leur travail.

*A Santa Fé, les employés de l'administration publique se mettent en grève

*A Mendoza, les ouvriers organisent une manifestation à laquelle se joignent les étudiants.

14-6-75 - "Cronista Comercial"

*De nouvelles grèves éclatent dans la capitale fédérale. La vague de protestation se poursuit.

*Faisant la sourde oreille aux recommandations de leur syndicat (UTA), les chauffeurs des transports en commun du centre et du grand Buenos Aires arrêtent subitement de travailler.

*3 000 métallos de Nueva Pompeya débrayent au moment même où d'autres travailleurs arrivent devant le siège de l'OUM pour protester.

*A Cordoba, débrayages massifs dans de nombreuses usines. Des manifestations sont organisées dans les rues. Plusieurs ouvriers de IKA-Renault abandonnent leur travail et se dirigent en colonne vers le siège du syndicat SMATA. Ils sont arrêtés par des forces de police. On remarque sur les lieux le chef de police ainsi que le "normalisateur" de la province, Raul Oscar Lacabane. Les ouvriers exigent des augmentations de salaires, ainsi que la suspension des arrestations et des ordres de capture.



17-6-75 - "Cronista Comercial"

*Une puissante explosion détruit partiellement le domicile d'un ex-secrétaire général de l'UOM, actuellement détenu à Rawson.

*Les ouvriers de la Ford ont entrepris une marche pour appuyer leurs revendications. Après avoir parcouru 17 km. pendant quelque 6 heures, et après avoir tenu deux assemblées, ils ont été arrêtés par des effectifs policiers. Après avoir parlementé avec un fonctionnaire de la police fédérale, ils se sont dispersés en ordre. Le policier a affirmé avoir été mandaté par le ministère de l'Intérieur et qu'il avait reçu l'ordre de bloquer l'accès de la capitale aux ouvriers. Quelque 200 policiers avaient été envoyés sur les lieux, ainsi que 21 automobiles et 3 chars d'assaut. D'autres effectifs policiers avaient été disposés aux abords de la capitale.

18-6-75 - "Cronista Comercial"

*Les épiciers de Buenos Aires ferment leurs portes pour 4 jours.
*Arrêt de travail de 24 h. des médecins et des psychologues.

19-6-75 - "Cronista Comercial"

*Les enseignants ont décrété une grève dans deux provinces. Le syndicat, la CTERA, a révélé que l'arrêt de travail fut total à Corboba et à Santa Fé, malgré la mise en garde formulée par le ministre de l'Education, le Dr. Ivanisevich.

*Le syndicat de la Presse a décrété des arrêts de travail à Cordoba et à Bahia Blanca.

*Certains syndicats des fonctionnaires d'Etat se trouvent en réunion permanente.

*Devant la lenteur des négociations sur les conventions de travail, de nouvelles manifestations ouvrières se sont produites. Quelque 6000 ouvriers de la General Motors et Chrysler se sont mobilisés sur leur lieu de travail. Pendant ce temps des policiers de la préfecture de Villa Lynch patrouillaient dans les alentours, tandis que des effectifs de la police fédérale, armés d'armes longues et de pistolet lance-gaz prenaient position. A Barracas, la situation était similaire. Dans les deux cas, les arrêts de travail furent décidés de façon spontanée et contre l'avis des sections syndicales locales. Les travailleurs ont exigé une réunion avec les dirigeants syndicaux nationaux.

21-6-75 - "La Opinion"

*On signe les conventions "directrices", et donc les négociations sont virtuellement clôturées. Ceci fut la responsabilité des organes syndicaux et des chambres d'entrepreneurs, qui se mirent d'accord sur une augmentation en marge des 45% fixés par le Ministère de l'Economie (augmentations qui vont de 125 à 130%). Le gouvernement doit maintenant entériner cette décision. Par contre, la situation est tout à fait différente et opposée pour l'administration publique et les fonctionnaires d'Etat où les paritaires pourraient se clôturer et donner lieu à un décret du Pouvoir Exécutif fixant l'augmentation à 45%.

23 au 26 - "Cronista Comercial"

*Arrêt de travail des médecins
*Arrêt de travail des enseignants
*Grèves à Santa Fé
*Grèves des employés de la Justice
*Occupation des usines FIAT
*Arrêt des transports en commun.

27-6-75 - "Cronista Comercial"

*Les syndicats lancent un avis de grève générale et appellent à une manifestation sur la Place de Mai, en attendant la décision du gouvernement d'entériner les conventions collectives.

"La Opinion"

*La présidente de la Nation demande aux travailleurs de ne pas abandonner le travail.



28-6-75 - "Cronista Comercial"

*Tandis que plusieurs milliers d'ouvriers attendent sur la Place de Mai, les dirigeants de la CGT et des 62 organisations s'entretiennent avec la Présidente de la République.

30-6-75 - "Cronista Comercial"

*Le Pouvoir Exécutif décrète une augmentation de salaire de 80% pour les travailleurs du secteur privé, de l'administration publique nationale, provinciale, et municipale. Il rejette par conséquent les décisions prises antérieurement sur les conventions collectives de travail.

JUILLET 1975

1 -7-75 - "Cronista Comercial"

*Les grandes entreprises métallurgiques doivent fermer leurs portes à cause des débrayages massifs des ouvriers, et cela malgré les contre-ordres lancés par l'OUM locale. Une situation similaire existe dans les entreprises métallurgiques voisines à Rosario: Granadero Baigorria et Puerto San Martin, ainsi qu'à Pasa de Petroquímica, dans la région de San Lorenzo.

*Mendoza: grève générale.

2 -7-75 - "Cronista Comercial"

*L'union des employés de la Justice de la Nation (UEJN), a effectué un arrêt de travail pour protester contre le plafonnement des augmentations salariales décrété par le Pouvoir Exécutif. Les travailleurs exigent, en outre, l'arrêt des sanctions prises à leur égard à la suite des moyens de pression adoptés pendant les négociations.

3 -7-75 - "Cronista Comercial"

*Les métallos de Rosario poursuivent toujours la lutte, de même que les métallos et les employés de commerce de Santa Fe, les mécaniciens de Cordoba et les employés de banque de la capitale. Les enseignants de Santa Fé débrayent, les travailleurs de la PSCM cessent de collaborer avec les agents de change, tandis que les journalistes de la capitale se déclarent en état d'alerte, etc.

4 -7-75 - "Cronista Comercial"

*15000 travailleurs de diverses entreprises de la zone Nord du Grand Buenos Aires ont débrayé et se sont ensuite dirigés vers le siège de la CGT afin de forcer leurs dirigeants à entériner les conventions de travail. Ils ont cependant été arrêtés en cours de route par des policiers provinciaux et fédéraux qui leur ont intimé l'ordre de se disperser sous peine d'être réprimés. Pendant que les deux parties étaient en pourparlers, des effectifs de l'Infanterie ont pris position, prêts à faire feu, autour du pont du Général Paz et de la route Panaméricaine. On a alors pu entendre, à travers un poste émetteur de la police fédérale, le ministre de la défense ordonner de réprimer aussitôt la manifestation des travailleurs. Ceux-ci ont alors rebroussé chemin, non sans crier de nombreux slogans contre Lopez Rega et Rodrigo.

4 -7-75 - "Cronista Comercial"

*Grève totale dans les entreprises de Santa Fe

*A Cordoba, l'arrêt de travail est également général

*Débrayages et assemblées de travailleurs à Bahia Blanca et dans la province de Buenos Aires.

*A la Plata, des forces de la police fédérale ouvrent le feu contre une manifestation de travailleurs.

*A Rosario, des milliers d'ouvriers occupent la CGT en l'absence des dirigeants.

*A Mendoza, les métallos décident de prolonger leur grève en dépit des ordres contraires de l'OUM.



5-7-75 - "La Opinion"

*Grève générale décrétée par la CGT. Cette décision est prise devant les débrayages massifs dans tout le secteur industriel.

14-7-75 - "Cronista Comercial"

*Le syndicat du transport envisage de prendre des moyens de pression pour exiger l'augmentation du salaire minimum, l'amélioration des conditions de travail, de meilleures conditions d'hygiène et de santé ainsi que la libération des travailleurs arrêtés au cours de la manifestation du 3 juin dernier.

*L'agitation continue dans plusieurs syndicats en raison des discussions sur les conventions de travail. Aux termes d'une réunion avec les dirigeants du syndicat SMATA, le ministre du travail, José Rodriguez, a déclaré qu'il allait demander aux responsables de la sécurité nationale de sévir le plus drastiquement possible contre tous ceux qui fomentent la subversion dans les usines Ford.

*Des travailleurs ont affirmé que les ouvriers de ces entreprises se sont déclarés en désaccord avec les positions prises par les délégués du SMATA.

16-7-75 - "La Opinion"

*Des militants de base affiliés à l'UTA ont décrété une grève de 36 heures. Les services de transport public de la capitale fédérale et du Grand Buenos Aires ont été partiellement affectés par cet arrêt de travail. Les travailleurs réclament un salaire de base de 650,000 pesos, la reprise des discussions sur les conventions de travail, la réincorporation des ouvriers licenciés, le paiement des salaires pendant les jours de grève et la remise en liberté de leurs 6 camarades arrêtés par la police et gardés à la disposition du Pouvoir Exécutif.

"La Razon"

*Tandis que les discussions sur les conventions de travail se poursuivent, des conflits éclatent un peu partout: employés de commerce et des services publics, journalistes, travailleurs des frigorifiques, etc. Le ministre du Travail a déclaré illégale la grève décrétée à la centrale sucrière de Atucha. Quant au récent conflit à la General Motors, le syndicat SMATA a déclaré que "grâce au bon travail réalisé par la direction syndicale, tout était rentré dans l'ordre". Toutefois, le comité de coordination syndicale, les Commissions internes et le Comité de délégués en lutte ont révélé que la compagnie Ford avait licencié plus de 300 ouvriers et que les mesures de contrôle prises par la direction étaient insupportables. Un ordre de grève de 15 minutes a été décrété pour aujourd'hui dans les différents ateliers. Les travailleurs entendent par là manifester leur solidarité et leur volonté de poursuivre la lutte unitaire. Ces moyens de pression vont se poursuivre si les responsables des licenciements et de la répression dans l'entreprise continuent de faire la sourde oreille aux exigences des travailleurs, ont-ils stipulé.

*A Santa Fé, les enseignants débrayent.

*Les employés de la télévision se déclarent en grève.

17-7-75 - "La Opinion"

*Les pilotes de la compagnie Aerolineas Argentinas décrètent une grève de 14 heures.

23-7-75 - "La Prensa"

*Grève des médecins-résidents de l'Hôpital infantile

24-7-75 - "Clarín"

*Débrayage et manifestation des employés du secteur commerce.

*Grève des transports en commun à Cordoba et La Plata

*Des ouvriers d'une usine de chaussettes sont licenciés. Les délégués des Comités d'usine sont mobilisés depuis une semaine afin d'étudier les moyens à prendre pour préserver leurs sources de travail.



4 -8-75 - "Cronista Comercial"

*Le ministre du Travail a décrété la conciliation obligatoire dans le conflit qui oppose les journalistes de Bahia Blanca à leurs employeurs. Depuis 10 jours en effet, toute activité journalistique a cessé dans cette ville.

*Les travailleurs de l'hôtellerie et de la restauration ont décrété une grève de 48 heures.

*Les employés des services téléphoniques commenceront demain une grève tournante d'une heure par section.

*Les membres du Syndicat Argentin de la Santé, à Cordoba, poursuivent tou jours les offensives commencées il y a trois jours.

*A Mendoza, la Cour Suprême de Justice a déclarée illégale la grève décrétée par les employés de ce ministère. En effet, ceux-ci prévoyaient réaliser toute une série de grèves partielles qui aboutiraient à une grève générale pour un temps indéterminé.

*Les superviseurs menacent de prendre des moyens de pression qui pour raient paralyser à nouveau l'industrie métallurgique.

6 -8-75 - "Cronista Comercial"

*Débrayages successifs à l'Agence Telam. Les employés demeurent sur leur lieu de travail et empêchent toute diffusion de nouvelles.

10-8-75 - "Clarín"

*Le ministre du Travail somme l'Union ouvrière de la construction (UOCRA) de normaliser la situation sur le chantier de la Centrale Costanera de Segba. En effet, les travailleurs, bien qu'ils n'aient pas l'appui de la direction syndicale, sont depuis 15 jours en conflit avec leur employeur.

*Les employés municipaux de Santa Fe, qui viennent de terminer une grève de 10 jours, menacent de recommencer demain.

11-8-75 - "Cronista Comercial"

*Les employés des services publics maintiennent leurs demandes d'augmentations salariales et décrètent une nouvelle grève de 24 h.

12-8-75 - "Cronista Comercial"

*Cordoba: des travailleurs de l'entreprise Transax dénoncent l'arrrestation de Santiago Montino, délégué et membre de la commission interne de l'établissement, par un groupe de civils fortement armés et disant appartenir à la police. Ceux-ci l'ont emmené de force de son domicile au cours de la nuit et l'ont fait monter à bord d'un véhicule avant de disparaître pour une destination inconnue. Depuis lors, on est sans nouvelle de Santiago Montino.

*Madame Calogeno de Leiva a annoncé publiquement l'arrestation de son mari, Mario Antonio Leiva, également ouvrier à la Transax. En effet, plusieurs personnes en civil et en uniforme, disant appartenir au Service des renseignements de la police provinciale ont fait une descente à son domicile et l'ont arrêté. Toutefois, son arrestation a été niée par les autorités.

13-8-75 - "Cronista Comercial"

*Manifestations des ouvriers de la construction devant le ministère du Travail. Ceux-ci sont en grève depuis 22 jours.

14-8-75 - "Cronista Comercial"

*La grève des employés par l'Etat se poursuit à Buenos Aires, La Plata, Rosario et Santa Fé.

*Grèves des enseignants à Santa Fé et San Juan.

19-8-75 - "Cronista Comercial"

*Arrestation à Cordoba du secrétaire général des ouvriers pétroliers du secteur privé et de deux délégués.



21-8-75 - "Cronista Comercial"

*Nouvel arrêt de travail des employés municipaux à Santa Fe.

22-8-75 - "Cronista Comercial"

*San Juan - La section locale de l'UOM dénonce devant la CGT régionale le licenciement de 25% du personnel des entreprises métallurgiques de la province et la réduction de la journée de travail de 40%.

28-8-75 - "Cronista Comercial"

*L'association des Agents de propagande médicale de la République Argentine dénonce le licenciement de travailleurs.

*Le cadavre d'un ouvrier disparu quelque temps auparavant a été découvert. Il s'agit de Marcelo Di Fernando, ouvrier de Transax et délégué syndical. A la suite de cette macabre découverte les ouvriers de Transax fortement émus, convoquent une assemblée puis se mettent en grève. Peu après, les travailleurs des usines Thompson, Ramco, Perking, Grandes Motores Diesel, IKA-Renault débrayent également pour protester contre la disparition de 2 des leurs.

29-8-75 - "Cronista Comercial"

*Les employés de la justice de Mendoza entament leur 8ème jour de grève. Des dirigeants de l'Association syndicale des employés de la justice déclarent que même si la Fédération argentine de la justice (FJA) annonce pour sa part la levée de la grève, leur syndicat a son propre plan de lutte et poursuit la grève pour un temps indéterminé, soit jusqu'à ce que le gouvernement veuille bien satisfaire leurs demandes.

*Les travailleurs de l'industrie sucrière de Resistencia ont débrayé au jourd'hui pour une période indéterminée.

31-8-75 - "La Opinion"

*Les établissements hospitaliers du pays ont été paralysée pendant 24 heures par la grève de 50 000 médecins.

SEPTEMBRE 1975

4 -9-75 - "Cronista Comercial"

*L'assemblée plénière des délégués de l'Association des Journalistes de Buenos Aires (APBA) a décrété une grève de 24 h pour protester contre les licenciements au quotidien du matin "Mayoria" et en signe de solidarité avec les 130 travailleurs du journal "Sintesis". Ceux-ci sont toujours en grève pour obtenir le paiement de leurs salaires qu'ils n'ont pas perçus depuis le mois de juin.

*A Rosario, grève et manifestation des enseignants.

8 -9-75 - "Cronista Comercial"

*Des travailleurs professionnels de la Santé Publique de 19 hôpitaux ont décrété une grève d'une semaine. Seuls les postes de garde sont maintenus.

*Les travailleurs graphiques de la compagnie Grufer dénoncent le licenciement de 3 travailleurs qu'ils avaient élus délégués. Ils affirment qu'il n'y a aucune raison de licencier du personnel étant donné qu'il y a autant de travail qu'avant.

*Quelque 71 ouvriers de la FIAT (dans la localité de Sauce Viejo) sont suspendus de leur travail. La section locale de la UOM a aussitôt convoqué les délégués syndicaux. Il a été décidé de faire la grève du zèle jusqu'à ce que les ouvriers soient réintégrés.

*A Buenos Aires, une délégation d'ouvriers de la firme métallurgique argentine SAIC dénonce le licenciement de 15 ouvriers. Selon eux, d'autres licenciements sont à prévoir.

9 -9-75 - "Cronista Comercial"

*A Resistancia, dans la province de Chaco, les Ligues Agraires ont dû suspendre la grève qu'elles envisageaient à la suite de menaces proférées contre quelques dirigeants paysans et leurs familles. Ces menaces étaient signées par l'organisation terroriste des 3A.

BDIC

9-9-75 - "Cronista Comercial"

*Environ 500 travailleurs du Jockey Club Argentin ont débrayé pour protester contre le licenciement de deux travailleurs.

*Grève générale dans le secteur de la presse à Mendoza.

*A Mendoza, grève de 72 h décrétée par les employés de l'Administration publique.

12-9-75 - "Cronista Comercial"

*En raison de la grève de 24 h décrétée hier par la Fédération Argentine des Travailleurs de la Presse, la moitié des journaux du matin de Buenos Aires n'ont pas paru. A l'intérieur du pays, l'ordre de grève a été suivi à 100%. La grève a été décidée en raison des menaces de fermeture de plusieurs journaux, en raison également des licenciements dans plusieurs entreprises, ainsi que des salaires dûs et non payés.

*Les hôpitaux dépendant du ministère du Bien-Etre Social sont toujours paralysés.

16-9-75 - "Cronista Comercial"

*Attentat, à Ringuet, contre un délégué de l'entreprise métallurgique, Castelar & Frères.

*La Confédération des Travailleurs de l'Education de la République Argentine maintient son ordre de grève.

23-9-75 - "Cronista Comercial"

*Nouvelle grève des employés de la justice. Les représentants des travailleurs ont dénoncé les intimidations exercées contre un délégué des employés fédéraux et un délégué des employés de la cour civile.

24-9-75 - "Cronista Comercial"

*La grève des médecins a été déclarée illégale par le ministère du Travail.

25-9-75 - "Cronista Comercial"

*La grève des médecins se poursuit malgré que le ministère du Travail l'ait déclaré illégale.

26-9-75 - "Cronista Comercial"

*Les employés du service d'immigration observent des arrêts de travail de 2 heures par jour.

30-9-75 - "Cronista Comercial"

*Les médecins décident de prolonger leur grève jusqu'à lundi prochain. La grève dans ce secteur s'étend à tout le pays.

*Le syndicat "CTERA" annonce son intention de poursuivre la lutte le mois prochain.

OCTOBRE 1975

1-10-75 - "La Opinion"

*La grève de médecins se poursuit depuis déjà 22 jours.

"Cronista Comercial"

*Au terme d'une assemblée, le Front syndical des travailleurs de l'éducation de Santa Fe a fait part de sa décision de décréter une grève de 72 h. Les enseignants se plaignent que leurs revendications n'ont pas été satisfaites et que leur situation ne cesse de s'aggraver.

*Licenciement de 170 ouvriers de l'usine textile Sasson et Cie. La partie syndicale, représentant les différents départements de l'entreprise, avait auparavant soumis une longue liste de revendications, et avait dénoncé les mesures répressives exercées par les patrons à l'encontre des ouvriers.

*Les employés de la justice descendront une nouvelle fois dans la rue pour réclamer des augmentations de salaires.



12-10-75 - "Cronista Comercial"

*L'association des techniciens de la compagnie "Aerolineas Argentinas y Austral" maintiennent depuis 2 jours des mesures de force.

13-10-75 - "Cronista Comercial"

*C'est aujourd'hui qu'on connaîtra le dénouement du conflit syndical qui oppose la Mercedes Benz Argentine, une société anonyme, à ses 4000 ouvriers. Ceux-ci ont débrayé pour appuyer leurs revendications (augmentation de salaire, amélioration des conditions de travail, etc.). Une de leurs principales revendications consiste à exiger la reconnaissance des délégués au niveau du comité d'usine, ce à quoi s'oppose depuis 8 mois les dirigeants du syndicat des mécaniciens SMATA.

*La Commission syndicale interne de l'entreprise métallurgique Martin Amato et Cie s'est déclarée en état d'alerte à la suite des tentatives de la partie patronale d'obtenir la dissolution légale du comité d'usine.

*Sept départements du Secrétariat des transports et travaux publics (SCTOP), affiliés à l'Union des Employés Civils de la Nation (UPCN), qui compte 20000 membres, réaliseront aujourd'hui une grève de 24 heures.

14-10-75 - "La Opinion"

*Les employés des tribunaux et des travaux publics de la capitale ont observé un arrêt de travail.

*A Cordoba, l'Union des Ouvriers et des Employés Municipaux a décidé de poursuivre la grève.

*La compagnie Aerolineas a annulé 36 vols à la suite de la grève des techniciens.

*Des parents de travailleurs des syndicats Luz y Fuerza et SMATA qui se trouvent détenus et gardés à la disposition du Pouvoir Exécutif, ont déclaré que ceux-ci, après avoir été traduits devant des tribunaux fédéraux, ont été transférés dans des prisons hors de la province.

15-10-75 - "La Opinion"

*Les boulangers ont décrété une grève nationale de 48 h.

*Les employés de la Caisse Nationale d'Épargne et d'Assurances et de la Banque de Boston ont à nouveau suspendu hier leurs activités. L'état d'alerte a été déclaré dans d'autres banques.

20-10-75 - "Cronista Comercial"

*Cordoba est depuis 6 jours privée de services municipaux.

*Hier, l'entreprise FIAT Concord a annoncé qu'elle avait décidé la fermeture de l'usine Metarfer de la ville de Ferreyra, jusqu'à ce qu'elle obtienne certaines garanties quant à la normalisation du travail. Cette usine employait environ 2 300 personnes.

21-10-75 - "Cronista Comercial"

*Le conflit des mécaniciens de la Mercedes Benz se poursuit. Malgré le fait que le ministère du Travail l'ait déclarée illégale, la grève se poursuit depuis déjà 12 jours. L'entreprise a reconnu avoir renvoyé 117 ouvriers le mercredi 15. Selon la Commission des litiges de l'usine ce chiffre aurait augmenté de 400 le lendemain. On apprend de plus, que l'entreprise s'apprête à effectuer 2 000 autres mises à pied. Outre des rajustements de salaires, les travailleurs réclament fondamentalement la convocation, de la part du syndicat national SMATA, d'élections internes pour élire des délégués syndicaux des 4000 ouvriers de l'usine, la normalisation des commissions internes et la reconnaissance des commissions de grief. Cette grève met à nu le conflit qui oppose les travailleurs de cette entreprise à la direction nationale du syndicat SMATA. Celle-ci en effet n'approuve pas la grève qui dure depuis 12 jours, tout comme le ministère du Travail qui l'a déclarée illégale.



*Textiles. 40 ouvriers de la compagnie Textile Grafa S.A. ont été licenciés, ce qui porte à 200 le nombre des licenciés au cours de ce mois.

*Les employés de banque maintiennent leurs revendications salariales.

*Les travailleurs d'imprimerie débrayeront pour protester contre les licenciements massifs. Le conflit à l'entreprise "Editorial" a commencé le 11 septembre dernier à la suite du licenciement de 120 ouvriers. Le ministère du Travail a ordonné la conciliation obligatoire jusqu'au 15 de ce mois, mais le jour suivant, l'entreprise ratifiait les licenciements.

*L'usine Materfer est demeurée fermée aujourd'hui à la suite des mesures d'intimidation.

22-10-75 - "La Opinion"

*Les augmentations automatiques de salaires sont suspendues. Le gouvernement national a résolu d'annuler les clauses spéciales des dernières conventions collectives de travail qui prévoient des réajustements de salaires. Le syndicat le plus affecté par cette mesure est celui des travailleurs de l'industrie automobile, dont la convention renferme une clause de réajustements automatiques tous les 4 mois.

*Les employés de banque de la Capitale Fédérale, les enseignants de l'intérieur du pays, les ouvriers de la Mercedes Benz et les travailleurs hui liers de San Justo, poursuivent leurs grève pour obtenir la satisfaction de leurs revendications et l'application des conventions. Ces luttes prennent une nouvelle dimension à la suite du conflit à l'usine Materfer.

23-10-75 - "Cronista Comercial"

*A Sierra Grande, province du Rio Negro, les 1,500 mineurs sont en grève depuis 20 jours. Même si le syndicat officiel, l'ACMA, affirme que tout est rentré dans l'ordre, le secrétaire général de la section locale affirme lui, le contraire. Le corps de délégué a dénoncé cette tentative faite pour déclarer illégale la grève afin de déchaîner une vague de licenciements, de répression et d'arrestations des délégués. La commission des délégués d'usine a dénoncé la manœuvre de la direction nationale, qui a pour but d'entraîner l'illégalisation de la grève. Cela provoquerait aussitôt une vague de licenciements, de répression et d'arrestations.

*La décision du Pouvoir Exécutif d'annuler les rajustements de salaire a aussitôt provoqué un tollé chez le syndicat cordobais des mécaniciens, qui ont presque tous débrayé. Les ouvriers de Santa Isabel, IKA-Renault, Ilasa, PVC, Grandes Motores Diesel, Fiat Concord et Thompson Ramos ont tenu des assemblées, dans chacune de leurs usines. Ils se sont ensuite dirigés vers le siège du syndicat SMATA, où ils ont tenu une assemblée générale. Ils ont exigé la présence, des "normalisateurs", envoyés par la direction nationale depuis que ce syndicat est sous tutelle. Au cours de cette assemblée, les mécaniciens ont fait connaître leurs principales exigences, qui comprennent, entre autres, le rejet du décret du Pouvoir Exécutif annulant les rajustements de salaire, la libération immédiate des mécaniciens actuellement détenus, et la suppression de l'ordre de capture contre la commission exécutive du SMATA Cordobais et contre d'autres syndiqués.

24-10-75 - "Cronista Comercial"

*La grève des mineurs de Sierra Grande est déclarée illégale.

*Les commerçants et les employés de banque de la ville de Canuelas où vivent la plupart des 4 000 ouvriers de l'usine Mercedes Benz S.A. en grève depuis 2 semaines, se sont déclarés solidaires des ouvriers.

*Des membres des Commissions syndicales internes et des Comités de Délégués des entreprises textiles Sudamtex, Elastica Productex, Sugru, Guanacache et Alpargatas ont exprimé leur solidarité avec les 200 travailleurs licenciés de la Grafa S.A., entreprise qui le 27 septembre est en conflit avec ses travailleurs. La direction officielle du syndicat a refusé de les appuyer. Le communiqué précise, en outre, que l'usine est surveillée par des civils qui vérifient



même le rythme du travail et contrôlent les mouvements à l'intérieur de l'entreprise.

25-10-75 - "La Opinion"

*Le mouvement de grève se poursuit dans six banques.

*Les ouvriers céramistes de différentes localités de Santa Fe, comme Capitan Bermudet et San Lorenzo, ont déclenché hier une grève totale pour protester contre les menaces de mort proférées à l'égard du secrétaire général de leur section syndicale.

